

cerises

ROUGE, AIGRE-DOUX – N° 272 – VENDREDI 27 NOVEMBRE 2015

PÂQUERETTE FLINGUEUSE

Manifs interdites, grands magasins bondés
Francis Blanche : "Touche pas au fric !" ●

AGENDA MILITANT

→ 29 novembre

Paris [Chaîne humaine pour un climat de paix](#)
Montreuil [Changement climatique, un enjeu écologique régional](#)

→ 2 décembre

Le Bourget [La vision des peuples autochtones pour faire face au changement climatique](#)

→ 2-5 décembre

Bordeaux [De ce qui menace aux chemins des possibles](#)

À LIRE SUR
communistesunitaires.net

→ État, institutions

[L'État, la loi et les pratiques racistes](#)

→ Monde

[Quel monde, quelle société ?](#)
Cl. Autain, D. de Villepin

[L'Histoire se raconte mais ne se réécrit pas.](#)
Roger Martelli

→ Face à l'austérité

[Austérité contre dévouement](#)

Protéger, c'est rechercher la paix

Le climat est lourd. Il est fait de peur, d'amalgames, de poussée des thèses sécuritaires et guerrières. À gauche, nous sommes face à de nouveaux défis. Face aux politiques et discours dominants, c'est en se ressourçant à nos valeurs fondamentales que nous réussirons à dégager une voie alternative, juste et efficace.

Combattre Daesh suppose une stratégie internationale reposant sur une ONU refondée. Elle passe par une détermination à couper les vivres de l'Organisation de l'État Islamique qui prospère grâce à la manne pétrolière et le trafic de matières premières. Nous aimerions entendre la fermeté du gouvernement à ce sujet. Cette stratégie doit reposer sur le soutien des forces qui, sur le terrain, combattent Daesh.

Cela signifie de façon concrète que nous devons aider matériellement les Kurdes, et donc ne pas céder aux pressions de la Turquie d'Erdogan. C'est de l'union des forces démocratiques à l'échelle internationale que dépend notre capacité à anéantir les djihadistes. La paix dans le monde a aujourd'hui partie liée avec la paix au Proche et Moyen-Orient. Y soutenir la justice et la démocratie est un impératif.



● Clémentine Autain



Affaire de climat ou climat des affaires ?

Marquée par une pluie d'interdictions des rassemblements citoyens de rue pour le climat, la COP 21 peut-elle déboucher sur un accord contraignant ? Des faits et des questions.



Évidemment, il y a un avant et un après les attentats de novembre. Et une conférence mondiale sur le climat dans un climat étouffant. Face à ceux qui règlent les problèmes par le sang, les armes et les frappes, face à des organisations terroristes qui vivent du pétrole et de ceux qui l'achètent, face à des guerres qui ne règlent rien, il faut continuer de débattre de ce qui protégerait les humains et la planète. Construire des sociétés sobres, libres, égales, rechercher des alternatives démocratiques au Sud et au Nord, désirer un monde débarrassé de tous les jougs et une société post-capitaliste, tel est l'enjeu.

Une exigence mondiale : changer de climat

Depuis l'échec de la conférence sur le climat de Copenhague (2009), la question du changement climatique avait été mise sous le boisseau. Le débat est revenu en force à l'occasion de la 21^e Conférence des Parties prenantes à la Convention Climat de Nations unies (COP 21) qui se tient à Paris du 30 novembre au 15 décembre 2015. Des milliers de délégués sont attendus. En amont de cette conférence, des négociations, des tractations ont eu lieu. ONG, scientifiques, États, entreprises, organismes institutionnels... qui mène la danse ? Et laquelle ?

La COP 21 donc. Ce machin ! diront les climato-sceptiques qui continuent de nier l'origine anthropique du changement climatique et en particulier du réchauffement des basses couches de l'atmosphère. Leur politique de l'autruche est d'un autre temps. Certes, on peut chanter les vertus positives du doute face à un point de vue, fût-il minoritaire. Mais le GIEC est passé d'une certitude sur le sujet de plus de 90 % à une

certitude comprise entre 90 et 100% selon ses derniers rapports d'évaluation.

Le GIEC. Son mandat (1988), est d'évaluer les travaux scientifiques, techniques et socio-économiques sur le changement climatique et les options de réduction des émissions de Gaz à Effet de Serre (GES)¹. Des centaines de spécialistes (astrophysiciens, climatologues, océanographes, hydrologues, météorologues, glaciologues, biologistes, agronomes, géologues, économistes...) du monde entier contribuent à ses rap-

ports. Ses évaluations sont fondées sur des études et des publications, disponibles à l'échelle internationale. À partir d'un impressionnant corpus, le GIEC élabore des rapports, propose des scénarios d'évolution du climat.

Signe d'optimisme, après une relative pause pendant une période (2009-2013) marquée par la crise financière du monde capitaliste et par le flop de Copenhague, le dossier climat a repris de l'importance dans l'espace politique international. Depuis 2014, des signaux positifs ont émergé. La mobilisation politique et économique du sommet des dirigeants sur le climat (23 septembre 2014) à New York, à l'initiative du Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, en a été un indicateur. Ce sommet a été l'occa-

sion d'une mobilisation citoyenne dans de nombreuses villes dans le monde. Prenant des formes institutionnelles ou ●●●

Un des faits politiques les plus structurants des dernières décennies est que la question du changement climatique - qui ne résume pas la question écologique - est devenue planétaire. Et que la mondialisation des enjeux et des solutions implique leur politisation...

¹. En plus du gaz carbonique (CO₂), les autres GES directs sont le méthane (CH₄), le protoxyde d'azote (N₂O), les HFC et PFC, le SF₆ et le NF₃. Chacun de ces gaz a un pouvoir de réchauffement global (PRG) spécifique. Pour représenter les émissions des différents GES, on parle en «équivalent CO₂».



●●● non, elle a permis de réactiver la lutte contre le dérèglement climatique.

Un des faits politiques les plus structurants des dernières décennies est que la question du changement climatique – qui ne résume pas la question écologique – est devenue planétaire. Et que la mondialisation des enjeux et des solutions implique leur politisation. Politiser ? C'est mobiliser, susciter des débats publics, confronter les points de vue. C'est interroger le système économique et le remettre en question.

+ 2°C : un objectif politique

En 2015, un événement s'est imposé : les climato-sceptiques ont perdu. Conséquence, le seuil de + 2°C, de limitation de la hausse des températures moyennes mondiales, depuis l'époque préindustrielle jusqu'en 2100², est devenu un objectif politique. Si les sciences ne retiennent pas qu'un seul chiffre, si elles parlent incertitudes, estimations et projections..., les forces politiques, l'opinion publique auront retenu la valeur de 2°C comme un repère.

Ainsi le Conseil européen de mars 2007 : « Il est primordial d'atteindre l'objectif stratégique consistant à limiter l'augmentation de la température moyenne mondiale à 2°C au maximum par rapport aux niveaux de l'époque préindustrielle. »

Les chefs d'État et de gouvernement du G8, réunis à L'Aquila (Italie), reconnaîtront la même chose deux ans plus tard. L'accord de Copenhague (2009), confirmé par les accords de

Cancún, adoptés à la COP 16 (2010), entérinera l'objectif de 2°C. Mais sans les exigences associées.

Et Laurent Fabius d'annoncer à nouveau, lors de la sortie du rapport du GIEC (sept. 2013), que l'objectif est d'aboutir à « un accord applicable à tous, juridiquement contraignant et ambitieux, c'est-à-dire permettant de respecter la limite des 2 °C ». Tout, évidemment, est désormais dans ce mot : contraignant.

Ce qui fait dire à Maxime Combes, membre d'ATTAC-France et de l'AITEC³ : « C'est à se demander si les gouvernements

³ "Blockadia et Alternatiba, les deux piliers de la justice climatique", 8 nov. 2014, sur Mediapart.

| Concentrations de GES en 2100 (ppm CO ₂ e) (fourchette) | Émissions cumulées de CO ₂ (Gt CO ₂) | Évolution des émissions de GES / 2010 (en %) | | Hausse des températures en 2100 (°C) |
|--|---|--|--------------|--------------------------------------|
| | | 2050 | 2100 | |
| 450 | 550-1300 | - 72 à - 41 | - 118 à - 78 | 1,5-1,7 |
| 500 | 860-1180 | - 57 à - 42 | - 107 à - 73 | 1,7-1,9 |
| 550 | 1070-1460 | - 47 à - 19 | - 81 à - 59 | 2,0-2,2 |
| (580-650) | 1260-1640 | - 38 à + 24 | - 134 à - 50 | 2,3-2,6 |
| (650-720) | 1310-1750 | - 11 à +17 | - 54 à - 21 | 2,6-2,9 |
| (720-1 000) | 1570-1940 | +18 à + 54 | - 7 à +72 | 3,1-3,7 |
| >1000 | 1840-2310 | + 52 à + 95 | + 74 à + 178 | 4,1-4,8 |

Source : GIEC, SPM/ARS-vol 3, 13/04/2014

Pour ne pas dépasser 450 ppm CO₂e d'ici 2100, il faudrait une réduction des émissions mondiales située entre 41 et 72 % en 2050

² +2°C signifie une hausse de +1,15°C à l'horizon 2100 par rapport à aujourd'hui car le réchauffement a déjà commencé (+0,85°C).



●●● ne sont pas tout simplement en train d'abandonner l'objectif des 2°C qu'ils se sont eux-mêmes fixé lors de nombreuses échéances internationales (négociations ONU, G8, G20, etc.), et au-delà duquel les dérèglements climatiques seraient dramatiques. »

Même si certains négociateurs commencent à « caner » et à parler de 3°C, l'objectif de 2°C reste partagé. Dès lors les points de divergence sont ailleurs : sur la priorité, le niveau – contraignant ou non – des objectifs de réduction, le rythme, les méthodes de comptabilisation des GES, les financements. Et sur le prix (ou la taxe) carbone.

Quant à la pollution de l'air, des sols et des eaux, qui pose des questions sanitaires et environnementales majeures, parallèles à celles du changement climatique, elle est le parent pauvre de la COP⁴. Or, la pollution atmosphérique entraîne, à elle seule, 7 millions de décès prématurés par an dans le monde, dont 90 % ont lieu dans les pays du Sud. L'eau représente elle-aussi un enjeu sanitaire élevé, et la protection des sols, de plus en plus fragilisés, un impératif. Le ministre indien de l'Environnement a ainsi pris un engagement de neutralité de dégradation des sols, pas de neutralité carbone : la hiérarchie des problèmes environnementaux n'est pas la même d'un pays à l'autre.

La lutte contre le changement climatique est une nécessité

Le changement climatique est déjà une réalité : chacune des trois dernières décennies s'est avérée plus chaude que la précédente. Alarmisme ? Réfugiés climatiques, épisodes de pollution à répétition, disparition d'espèces animales et végétales,

4. On lira à ce sujet le livre *Le climat qui cache la forêt*, oct. 2015, éditions Rue de l'Echiquier, de Guillaume Sainteny, docteur en science politique, maître de conférences à l'École Polytechnique et à AgroParisTech, et spécialiste des politiques publiques environnementales, ainsi que les travaux de l'INERIS (Institut National de l'Environnement Industriel et des Risques).

les effets du réchauffement climatique sont déjà là, même s'ils ne sont pas linéaires.

Les impacts du dérèglement climatique vont bien au-delà du seul changement de température moyenne du globe. Outre le bouleversement rapide de la biodiversité engendrant des risques sanitaires, la multiplication et l'amplification de phénomènes météorologiques extrêmes, la montée du niveau des océans aura des conséquences sur les activités du littoral, avec des déplacements massifs de populations et des implications géopolitiques. Cela plus les guerres, la misère, l'aggravation des inégalités. C'est à un désordre important du monde auquel l'humanité, dans sa course actuelle, est exposée. Dans toutes leurs options, les experts du GIEC annoncent une montée du niveau de la mer (induite par la fonte du Groenland et de l'Antarctique), ainsi que l'intensification des événements climatiques (sécheresses, inondations, cyclones et ouragans).

Politiser (les enjeux et les solutions) ? C'est mobiliser, susciter des débats publics, confronter les points de vue. C'est interroger le système économique et le remettre en question.

De nombreux spécialistes en biodiversité estiment que nous vivons le début d'une extinction équivalente à celle des dinosaures. En milieu marin, l'acidification des océans conduit à une perte de phytoplancton d'environ 1 % par an. La connaissance du vivant montre que le bien-être de l'Humanité dépend des écosystèmes, qui jouent un rôle-clé pour la production alimentaire. Or ils vivent aujourd'hui une profonde mutation. Le changement climatique en est une raison. Mais pas la seule. L'épuisement des ressources halieutiques⁵ constitue un défi alimentaire pour des millions de personnes. Or, ce phénomène découle aussi d'un usage non rationnel des ressources naturelles et de systèmes économiques qui pillent les ressources à court terme. Ces ressources dépendent du modèle économique dans lequel elles prospèrent, végètent ou sont détruites. Ce modèle les asservira-t-il ou les protégera-t-il ? Et quid des populations qui en vivent ?

5. Des milieux aquatiques.



Danse, sur une chanson des Rita Mistouko, des Amis de la Terre pour l'arrêt du charbon, devant le siège d'Engie, octobre 2015.

●●● Entre catastrophisme et inaction, la raison et la volonté

Ne pas agir, c'est se condamner. Certes, il existe un catastrophisme qui surfe sur l'irrationnel et les peurs. Celui-là amplifie à dessein tous les problèmes environnementaux, vise d'abord à effrayer, à culpabiliser et infantiliser tout individu dès lors qu'il fait un geste émetteur de CO₂. De même qu'existe, de l'autre côté du spectre, un opportunisme écologique de la part d'entreprises qui peignent tout en vert, sont devenues spécialistes en communication et en *greenwashing*. Comme le dit le réalisateur franco-canadien Pierre-Yves Touzot, « *les produits bio s'arrachent, les ventes augmentent, les profits explosent, mais en réalité, rien ne change* »⁶.

Entre le catastrophisme et l'inaction, il y a la raison. Et la volonté politique. Pour les femmes et les hommes libres qui veulent construire un autre destin, la difficulté est de marcher sur ces deux jambes. La raison sans la volonté politique serait absurde. La volonté politique sans la raison serait aveugle.

Changer de système pour changer le climat

Le débat soulevé par la COP 21 porte aussi, plus diffusément, sur le fait que changer de climat exige de changer de mode de développement économique et de système. Là réside l'enjeu politique émergent. Car on construit un

Outre le bouleversement rapide de la biodiversité engendrant des risques sanitaires, la multiplication et l'amplification de phénomènes météorologiques extrêmes, la montée du niveau des océans aura des conséquences sur les activités du littoral, avec des déplacements massifs de populations et des implications géopolitiques.

Cela plus les guerres, la misère, l'aggravation des inégalités. C'est à un désordre important du monde auquel l'humanité, dans sa course actuelle, est exposée.

certain climat avec une certaine société, avec ses buts et modes de production. Le besoin de biens et de services, consommateurs d'énergies et de ressources, leur accessibilité ne supposent pas obligatoirement de refaire le même trajet que la production de biens marchands telle qu'impulsée par le capitalisme. Le cas de l'industrie automobile, au-delà du cas Volkswagen et ses voitures polluantes, est à ce titre révélateur. La voiture correspond à des besoins, mais si on prend le capitalisme tel qu'il s'est développé, en partie axé sur la production automobile, quelle a été la part de réponse à des besoins réels ? Cette production et cette consommation auraient-elles été les mêmes hors du capitalisme ? Le capital a promu ce qui lui rapportait le plus, quitte à polluer l'air et les villes. Avec cette absurdité en zone urbaine : plus il y a eu croissance automobile, plus il y a eu embouteillages et décroissance du droit à la mobilité. Si le droit à des transports propres, doux et sobres, ainsi que la possibilité de se déplacer avaient primé, il en aurait été autrement.

De nouveaux modes de développement humain

Chercher et inventer de nouveaux modes de développement humain, rompant avec ceux du passé, est un défi. De nouveaux modes, dans lesquels des activités, des produits et des services décroîtront et d'autres, répondant à des besoins de société, croîtront.

Dès lors, la question de la lutte contre le dérèglement climatique ne devient plus indépendante des buts de production. En cela, elle n'est pas au-dessus des luttes de classes. À l'inverse, les luttes de classes ne peuvent plus ignorer la question en- ●●●

6. *Comme un albatros*, La Découverte Éditions, La Rochelle, 2012.



Dire «Non» ? Non au nucléaire. Au gaz de schiste. Au charbon. Aux combustibles fossiles (dont le gaz naturel et le pétrole)... Aux éoliennes industrielles. Les arguments défendus par chacun de ces opposants peuvent d'ailleurs être entendus...

●●● vironnementale. Comme le titre le journal *Regards* : « *Le climat réchauffe la révolution.* »⁷

Luttes de classes ? Révolution ? Rien à voir ! diront des écologistes solubles dans l'économie de marché ou des libéraux éco-compatible. Mais quand le capitalisme cannibalise tout sujet environnemental, ne tue-t-il pas toute possibilité de développement civilisé ? Quand il tire à son profit toute source d'énergie – ancienne ou nouvelle, renouvelable ou non – contribue-t-il à l'harmonie du monde ? Quand il exploite les ressources sur le court terme, n'obère-t-il pas l'avenir de la planète ? Quand il fait des choix stratégiques pilotés par l'espérance de gains immédiats, le dumping fiscal..., construit-il un avenir durable ? Le capital promeut des technologies répondant d'abord à ses intérêts : il gagne grand et imagine petit. Il aggrave en bout de course les inégalités sociales et écologiques comme il est à la source des difficultés.

Et le charbon ?

Aujourd'hui, le charbon est l'exemple même de ce qui aurait pu être fait différemment si un mode de

7. *Regards*, été 2015 <http://www.regards.fr/acces-payant/trimestriel/no11-ete-2015/article/regards-ete-2015>

développement productiviste et capitaliste⁸ n'avait pas miné cette énergie.

Le débat soulevé par la COP 21 porte aussi, plus diffusément, sur le fait que changer de climat exige de changer de mode de développement économique et de système. Là réside l'enjeu politique émergent. Car on construit un certain climat avec une certaine société, avec ses buts et modes de production.

« *Mais en face, de l'autre côté du fleuve, s'élevaient rondes et renflées à leur faite, les minces cheminées d'usine du vaste faubourg de Saint-Sever. Plus nombreuses que leurs frères les clochers, elles dressaient jusque dans la campagne lointaine leurs longues colonnes de briques et soufflaient dans le ciel bleu leur haleine noire de charbon* », écrivait Maupassant dans *Bel Ami* en 1880. Ce n'est pas une vue de l'esprit de dire que des centrales à charbon opérées au XXI^e siècle par de grands groupes rappellent celles de la fin du XIX^e. Sans oublier le fait que certaines centrales à charbon actuelles, grosses consommatrices d'eau, sont par ailleurs en zone de stress hydrique extrême... Et que dire de la Chine – son taux de croissance, sa pénurie électrique – qui a construit ces dernières années, une centrale à charbon par semaine⁹ ? De l'Inde, dans la même situation ?

Le charbon est actuellement dans le collimateur des ONG, parmi lesquelles Greenpeace¹⁰. Il est aux modes de production électrique ce que la voiture est aux modes de déplacement.

Le capital promeut des technologies répondant d'abord à ses intérêts : il gagne grand et imagine petit. Il aggrave en bout de course les inégalités sociales et écologiques comme il est à la source des difficultés.

8. Les deux notions ne se recoupent pas forcément, ce qui mérite débat.

9. Près de 70 % des besoins énergétiques de la Chine reposent sur le charbon.

10. *The silent killers – Why Europe must replace coal power with green energy* (trad : Les tueurs silencieux – Pourquoi l'Europe doit remplacer les centrales à charbon par de l'énergie verte) <http://www.greenpeace.org/international/en/publications/Campaign-reports/Climate-Reports/Silent-Killers/> ●●●



Une étude récente de l'ADEME n'étudie-t-elle pas la faisabilité que 100 % de l'énergie mondiale soit fournie d'ici 2030 par de l'eau, du vent et du soleil. Il n'est donc pas interdit de rêver à ce type d'avenir.

●●● ment : un des plus polluants, et grand contributeur de GES... Au-delà de la possible diabolisation de toute source d'énergie, au-delà du déni du lien entre l'arrêt du nucléaire dans certains pays (Allemagne...) et la relance du charbon à bas prix, la promotion de ce combustible par les acteurs économiques intéressés par le *business* du charbon pose question.

Le charbon donc. Dont l'exploitation pourrait être autrement respectueuse de l'environnement, de la santé et des mineurs. Dont l'utilisation aurait pu être beaucoup plus propre et sobre si les meilleures technologies de dépollution (pour «casser» les émissions d'oxydes d'azote et de soufre, filtrer les particules fines, piéger le mercure...) avaient été implantées, si des choix de haute efficacité énergétique avaient été retenus, si des études santé sérieuses avaient été réalisées, si les risques avaient été étudiés, maîtrisés et réduits au maximum pour protéger les populations, si le prix du charbon avait été ainsi relevé. Et si de grands groupes mondiaux publics (EDF) ou privés (Engie, ex GDF Suez) n'avaient pas eu tout pouvoir stratégique, d'investissement et d'exploitation. Avec l'accord des pouvoirs publics en France, Allemagne, Brésil, Italie, États-Unis, Pologne, Australie, Hollande, Chili, Pérou, Inde... De cela, la COP 21 parlera-t-elle ?

En partie. Le 22 octobre 2015, *L'Usine Nouvelle* pouvait écrire : « À quelques semaines du sommet sur le climat à Paris, la COP 21 peut déjà afficher une victoire : celle de pointer du doigt le charbon comme un ennemi mortel de la planète. Énergie fossile la plus émettrice de CO₂, le charbon compte pour 30 % du mix énergétique mondial. Aussi plu-

sieurs entreprises françaises viennent-elles d'annoncer la fin de leurs activités ou de leurs investissements dans cette énergie. Après Total, qui cédait en juin ses derniers actifs, c'est Engie qui vient d'annoncer la fin de tout nouveau projet, tout en conservant ses trente centrales en activité. Dans le même temps, la banque Natixis a décidé de stopper le financement des industries du charbon. »

Une révolution énergétique, visant à diminuer de manière substantielle les émissions de GES, la pollution atmosphérique et les risques industriels ne peut se faire d'un coup de baguette magique : elle nécessite une programmation, une organisation, une démocratisation, de la "fraîche"

Quelle mouche a donc piqué les grands groupes énergétiques à changer leur fusil d'épaule ? La mobilisation et l'activisme des ONG, indéniablement. Ils ont conduit les énergéticiens à rétro-pédaler et à se désengager. Le charbon est devenu pour ces groupes un boulet, un «risque d'image» selon les financiers. La posture d'Engie est à cet égard révélatrice. Alors que le charbon était il y a peu, pour l'énergéticien, « *un combustible plus que jamais d'actualité* »¹¹, le voilà devenu *non grata*. Pourquoi ? En pleine préparation de la COP, Engie est mis en cause par la justice italienne, accusé de « *désastre environnemental* » pour l'exploitation de la centrale charbon de Vado Ligure (Italie), opérée par une filiale à 50 % (Tirreno Power). Selon l'expertise scientifique des ONG, Engie serait responsable de la mort de plusieurs centaines de personnes. Le dossier à charge fait des milliers de pages. Les sommes en jeu sont colossales.

Engie vend alors une partie des actifs de la centrale, passe en dessous des 50 % et la sort de son mix énergétique. Les émissions polluantes et de CO₂ en sont inchangées, mais Engie améliore son image. Continuant de virer sa cuti, le 14 octobre 2011, le groupe déclare abandonner tout nouveau projet char-

11. Site Internet GDF Suez.

●●● bon. Et l'ex-PDG de GDF Suez, Gérard Mestrallet, cité par *Challenges*, de déclarer : « *Je suis un vieux combattant du climat, mais, en tant que chef d'entreprise, je me dois de décider dans l'intérêt de l'entreprise. Aujourd'hui, il est aligné avec mes convictions personnelles, et, c'est vrai, je me sens mieux.* » Charbon, pétrole, gaz, nucléaire, énergies renouvelables, Engie charrie en réalité une seule marchandise : l'espérance de gains pour les actionnaires.

Prix ou taxe carbone, même combat ?

Et voilà que, après s'être opposés à toute taxe carbone, après avoir réduit les impacts du système européen de quotas de CO₂ (preuve qu'un outil de marché, à la différence d'une réglementation, est inefficace), les PDG des groupes énergétiques se mettent à enfourcher le cheval du carbone... Du Medef à Business Europe¹², ils en demandent un prix¹³. De 25 €/a tonne, par exemple. À incorporer dans celui des énergies et pour la pomme du consommateur final... Reste qu'il est peu probable que la COP accouche d'un prix unique mondial du carbone...

Alors, écolos et capitalistes, même combat ? Pas vraiment... Les dirigeants capitalistes du gaz et du pétrole avancent en l'occurrence leurs propres pions. Ces coureurs de profits veulent être dans le tiercé gagnant des combustibles fossiles. Les pétroliers ? Ils « *préfèrent un prix du CO₂ qui répartisse la contrainte en la faisant d'abord peser sur les centrales au charbon plutôt qu'une approche qui durcirait les normes d'émissions sur ses principaux clients que sont les constructeurs automobiles* », selon le communiqué commun de Total, Shell, Statoil, BP, Eni et BG Group. Engie ? D'accord avec Total pour savonner la planche des fournisseurs de charbon au profit du gaz naturel. Le pot aux roses a été dévoilé par Christian de Perthuis, économiste à Paris-Dauphine et promoteur de longue date de la taxe carbone. Lors de la conférence *Respirations* du 23 novembre à Paris, il a indiqué :

¹². Association patronale européenne de défense des intérêts des entreprises privées auprès de l'UE.

¹³. Voir aussi : https://fr.wikipedia.org/wiki/Prix_du_carbone

« *Les capitalistes veulent revaloriser leurs actifs. En raison de la baisse de prix du pétrole, du gaz et du charbon, ils souhaitent, avec un prix mondial du carbone, faire remonter le prix des énergies fossiles.* »

Changer d'énergies

La question énergétique est évidemment reliée aux enjeux de la COP. Mais face aux forces du marché qui diffusent leurs idées, veulent dicter leur loi, leurs critères, leurs produits, leur vision court-terme, que faire ?

Dire "Non" ? Non au nucléaire. Au gaz de schiste. Au charbon. Aux combustibles fossiles (dont le gaz naturel et le pétrole)... Aux éoliennes industrielles. Les arguments défendus par chacun de ces opposants peuvent d'ailleurs être entendus. Une étude récente de l'ADEME n'étudie-t-elle pas la faisabilité que 100 % de l'énergie mondiale soit fournie d'ici 2030 par de l'eau, du vent et du soleil. Il n'est donc pas interdit de rêver à ce type d'avenir.

Ces Non forment-ils néanmoins une alternative cohérente et crédible ? Les additionner soulève des problèmes techniques, économiques, sociaux, en un mot politiques, substantiels. Une révolution énergétique, visant à diminuer de manière substantielle les émissions de GES, la pollution atmosphérique et les risques industriels ne peut se faire d'un coup de baguette magique : elle nécessite une programmation, une organisation, une démocratisation, de la "fraîche". Les acteurs, experts du quotidien ou au long cours des systèmes énergétiques, doivent pouvoir s'appropriier les enjeux, les appréhender dans leur complexité et les transformer. Changer démocratiquement d'énergies est ni simple, ni insurmontable.

La COP ? Qu'en espérer ici, maintenant, demain ? Peut-être dans un même mouvement, un progrès mondial dans la lutte pour changer LE climat et DE système économique. Tout dépend de nous.

● Philippe Valme

La boîte à confusion

J'avais prévu d'écrire sur la COP 21 pour évoquer le bal des faux-culs, tant il est difficile de critiquer le productivisme en étant promoteur du capitalisme. Le capitalisme est la course à l'accumulation de capitaux sans entrave. Son comportement à l'égard de la nature est le même qu'à l'égard des hommes : en faire des auxiliaires de la course à la puissance. S'émanciper du capitalisme et de toute la culture qui l'accompagne est urgent.

L'épouvantable actualité que nous vivons en a décidé autrement. Et la trop facile unanimité au Parlement pour l'État d'urgence me conduit à revenir sur ce qui ne se dit pas assez.

Une menée de domination fasciste contre les peuples concernés veut se parer de la religion. La lutte des classes existe dans les pays arabes. Aussi parler de fondamentalisme ou de radicalisme brouille les pistes au lieu d'éclairer. Le fondamentalisme et l'esprit meurtrier de croisade ne sont pas à confondre. De plus on ne peut que s'interroger sur une politique qui consiste à se sentir investi d'un rôle de police du monde, qui casse les sociétés arabes ou africaines en même temps que les "méchants". Elle laisse un sentiment d'humiliation et de ressentiment qui contribue à mettre les Printemps arabes sur la touche. De plus, on ne peut pas vendre des armes et déplorer que certains s'en servent. Daesh vend du pétrole, mais à qui ? Enfin, stigmatiser des réfugiés qui auraient, même à leur insu, servi de paravent aux terroristes (comme si ceux-ci ne pouvaient s'infiltrer autrement) est une manière d'alimenter "la guerre de civilisations".

On ne peut s'empêcher aussi de retenir de l'histoire de jeunes devenus djihadistes, qualifiés ou non, qu'ils s'étaient heurtés à la difficulté d'exercer une activité, sans avoir à renier ce qui fait leur identité. Il y a une version de la laïcité ambiguë : durant mon séjour dans

l'école de la République, à la cantine, j'avais du poisson tous les vendredis.

Les pouvoirs en cause, sont-ils maladroits ou utilisent-ils une situation qu'ils ne cessent d'attiser ? Je ne parle pas de connivence - je ne suis pas complotiste et je ne banalise pas le terrorisme mais une utilisation. Depuis la fin de la guerre froide, nous sommes régulièrement en guerre quelque part. Même quand nous ne sommes pas menacés : l'UE et les USA ont tenu à se mêler du conflit entre Russie et Ukraine, lui donnant une dimension mondiale. Quand on invoque de manière tonitruante l'envoi de troupes au sol, quand on dit qu'on

rendra coup pour coup, on souffle sur les braises. Comme si on voulait nous offrir en permanence un ennemi à redouter. De mauvais esprits diraient que pendant ce temps, on ne parle plus de Macron contre le code du travail ou la Fonction publique. L'état d'urgence nous habitue à la surveillance et à la limitation des libertés. Les manifs à propos de la COP 21 et des féministes sont interdites... et pas le foot. Les gros bourgeois irakiens ou sy-

riens qui sont derrière Daesh jouent le même jeu, ils ont, eux aussi, besoin d'offrir un ennemi aux peuples qu'ils dominent.

Je ne prône pas la passivité ; il s'agit de donner à la politique son pouvoir de solutions. S'il faut intervenir militairement, ce doit être l'ONU ; s'il faut reconstruire, favoriser le développement des sociétés concernées, donner du travail, alors il est urgent de remettre en question l'ordre mondial. La haine se nourrit aussi de l'absence d'avenir. Nous avons un besoin urgent de faire émerger ce que peut être une société où chacun trouve la place qui lui convient.



● Pierre Zarka

Appel unitaire

Nous ne céderons pas !

Ceux qui, au nom de Daech, ont fait subir à Paris et à Saint-Denis un moment d'inhumanité absolue ne nous feront pas céder. Rien ne peut justifier ces assassinats, ici ou ailleurs. Chacune des victimes vit en nous parce que nous appartenons à la même humanité. Notre solidarité à leur égard et à l'égard de leurs familles est totale. Ce crime est immense mais c'est en continuant à vivre librement et fraternellement que notre réponse sera à la hauteur.

Nous ne sommes pas naïfs : nous savons que ces actes de terrorisme appellent des réponses à la mesure du danger qu'ils représentent. Comme nous savons que le rôle des forces de l'ordre et de la justice est essentiel pour protéger nos libertés. Mais cela ne doit pas nous empêcher de réfléchir aux réponses que notre société doit apporter à ces actes et à celles déjà mises en œuvre.

C'est la démocratie qui est mise à mal quand le Parlement est appelé à délibérer d'un jour à l'autre, sous la pression de l'émotion et les assauts de démagogie de responsables politiques qui cultivent la peur.

Après la prorogation de l'état d'urgence et l'extension des pouvoirs de police, d'autres mesures sont encore annoncées par le président de la République.

Il nous paraît essentiel de rappeler que rien ne doit nous faire sortir de l'État de droit et nous priver de nos libertés. L'état d'urgence ne peut devenir un état permanent et les conditions de sa mise en œuvre ne sauraient entraver la démocratie sociale, l'exercice de la citoyenneté et le débat public.

Depuis 1986, les lois accordant plus de pouvoirs aux forces de l'ordre, organisant une justice d'exception et restreignant nos libertés, au prétexte de lutter contre le terrorisme, s'empilent. L'adoption d'autres dispositifs législatifs, y compris d'ordre constitutionnel, exige de poser la question de leur efficacité et de l'atteinte supplémentaire aux libertés qu'ils constituent. Avant de modifier la loi et de conférer à l'État des pouvoirs accrus, il faut que celui-ci s'interroge sur ce qui n'a pas permis d'éviter une telle abomination. La réponse des autorités se veut

martiale, elle n'est pas une assurance de sécurité et ne garantit en rien le respect de nos libertés.

Vouloir priver de leur nationalité jusqu'aux personnes nées françaises, c'est délivrer une nouvelle fois le message d'une France divisée. Le silence du Président de la République, lors de la réunion du Parlement, sur l'indispensable engagement de l'État en faveur de l'égalité des droits, de la justice sociale, sur le développement des services publics, contre toutes les discriminations et contre toutes les manifestations de racisme accroît dramatiquement le sentiment d'exclusion que vit toute une partie de notre peuple. Il donne ainsi un peu plus corps à la stigmatisation croissante qui s'exerce mettant en péril notre volonté de vivre ensemble.

Nous voulons que ces dramatiques événements soient, au contraire, l'occasion de construire un autre chemin que celui qui nous est proposé. Un chemin qui refuse de désigner des boucs émissaires et qui refuse que la France soit en guerre contre elle-même. Un chemin qui donne à la paix et à l'égalité des droits toute leur place et qui s'engage en faveur d'une France solidaire, ouverte à l'autre, accueillante, libre et fraternelle.

Pour nos libertés, pour une société où la fraternité a toute sa place, nous ne céderons pas à la peur dans laquelle veulent nous faire vivre ceux et celles qui font de la mort leur raison de vivre.

Nous appelons les femmes et les hommes de ce pays à rester solidaires et à lutter contre toute forme de racisme. Nous appelons aussi à la défense des libertés car nous ferons prévaloir en toutes circonstances notre liberté d'information, d'expression, de manifestation et de réunion. Nos organisations construiront, partout en France, ces lieux qui nous permettront de débattre et nous exercerons une vigilance permanente afin que nos droits et libertés soient préservés et que nul ne soit victime de discriminations.

Voir les premiers signataires sur le site www.communistesunitaires.net, rubrique "Libertés"

F comme Fraternité

« **T**roisième marche du divin perron », comme disait Victor Hugo, la Fraternité est encore aujourd'hui la grande oubliée du triptyque républicain.

Elle apparaît d'ailleurs bien tard dans notre devise. Alors que la Liberté et l'Égalité sont inscrites dès la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789, alors qu'on s'apostrophe dans la France révolutionnaire du fameux "Salut et fraternité", la fraternité ne s'impose vraiment que dans la deuxième moitié du XIX^e siècle.

C'est pourtant Robespierre qui, le premier, lance la devise "Liberté-égalité-fraternité" dans son discours du 18 décembre 1790 sur l'organisation de la garde nationale. Il propose alors d'inscrire ces trois termes précédés par "Le peuple français" sur la poitrine des uniformes et sur les drapeaux. Mais la fraternité s'arrêtera là.

Malmenée par l'histoire qui suit la Révolution, tout comme la liberté et l'égalité, tout comme la République elle-même, le triptyque est adopté officiellement à l'occasion d'une autre révolution, celle de 1848, sous l'impulsion de Louis Blanc.

Le mouvement ouvrier et socialiste de l'époque était imprégné d'esprit chrétien et mettait la fraternité au plus haut. Pensons à Flora Tristan, l'auteure de l'Union ouvrière. Sur son tombeau érigé dans le cimetière de Bordeaux en 1848 à la suite à d'une souscription parmi les ouvriers, il est écrit : "Liberté, égalité, fraternité, solidarité".

Le marxisme quant à lui a entretenu un rapport complexe à cette notion. Engels raconte comment Marx et lui ont rejoint la Ligue des justes et ont fait changer l'ancienne devise "Tous les hommes sont frères", par "Prolétaires de tous les pays unissez-vous".

C'est que pour que tous les hommes soient effectivement frères, il y a une révolution à faire...

Mais en même temps, Marx, parlant des artisans et ouvriers



Signature et cachet sur le procès-verbal d'un conseil municipal en 1800.

réunis dans cette première Ligue, note que les rapports fraternels qu'ils entretiennent entre eux préfigurent la société qu'ils veulent construire.

Inscrit dans l'article IV de la Constitution, le mot Fraternité disparaît à nouveau sous le Second Empire. Ce sera finalement la troisième République qui l'officialisera par décret en 1880 et le portera aux frontons de nos écoles et de nos mairies.

La fraternité, ce n'est pas seulement un beau mot, un "bon sentiment" qu'on invoquerait quand on en a besoin. Si on peut assez facilement admettre que la liberté et l'égalité sont des droits, il n'en va pas de même de la fraternité.

On peut légiférer sur la liberté et l'égalité et donc mettre en œuvre les moyens de les respecter. Et même si ces idéaux sont loin d'être accomplis aujourd'hui, la loi française dispose d'une solide législation les concernant.

La fraternité, elle, ne se décrète pas. Elle ne peut être considérée comme un droit. Elle se construit, pas à pas, chaque jour, dans tous les lieux de la Terre, avec la participation de toutes les femmes et de tous les hommes.

Constamment récusée, jugée trop vague et mal définie, on lui substitue souvent la solidarité, plus concrète, plus saisissable et pourtant tellement différente. La fraternité, bien plus exigeante que la solidarité, implique de considérer l'autre comme son égal, de construire à partir de son "je" et de celui des autres un "nous" impliquant la tolérance et le respect mutuel des différences. Martin Luther King l'affirmait : « *Nous devons* ●●●

apprendre à vivre ensemble comme des frères (et sœurs ajoutons-nous), *sinon nous allons mourir ensemble comme des idiots.* » La fraternité s'apprend. Petite parenthèse : nous ne sommes pas convaincus par l'utilisation du mot de sororité. La vraie fraternité est forcément mixte. Et si frère est masculin, on peut se réjouir que fraternité soit féminin.



La solidarité n'implique pas de sentiment particulier, elle tente de contrebalancer les inégalités, les injustices, mais sans jamais remettre en cause la société elle-même. Elle n'est pas incompatible avec l'exclusion, avec le fait que la société soit composée d'exploiteurs et d'exploités.

La fraternité va plus loin. Considérer les autres comme sœurs et frères suppose que les femmes et les hommes soient égaux entre eux et libres. Penser la liberté et l'égalité sans la fraternité, c'est s'accommoder de l'économie libérale, productiviste, capitaliste, d'une société où se côtoient des riches et des pauvres, où les injustices sont permanentes, où l'individualisme règne en maître.

La fraternité n'est pas cette notion vague que certains se plaisent à décrire. Elle n'est pas seulement une affaire privée de morale individuelle. Elle relève, comme le souligne le philosophe Bruno Mattéi, « *d'une logique, d'une éthique et d'une politique de l'attention inconditionnelle à tout autre que soi* »¹. Elle n'est pas compatible avec l'exclusion, de quelque nature que ce soit, et c'est sans doute ce qui dérange.

C'est parce que la fraternité est partie intégrante de notre triptyque républicain qu'il est réellement révolutionnaire. Afficher la liberté, l'égalité et la fraternité, indissociables l'une de l'autre, appelle clairement à la construction d'une société où les rapports humains ne seraient plus fondés sur la domination. Le

philosophe Charles Renouvrier l'écrivait en 1848 dans son *Manuel républicain de l'homme et du citoyen* : « *sans la fraternité pas de devise* ».

Le "nous fraternel" doit surpasser le "moi je". La fraternité n'est pas un supplément d'âme. Elle constitue une composante incontournable de la vie quotidienne.

Il y a bien sûr des fraternités différentes et toutes ne se valent pas. Du monastère à la loge maçonnique, l'histoire compte de nombreuses fraternités plus ou moins closes. Certaines sont ainsi fondées sur l'exclusion de l'autre (du Ku Klux Kan aux groupes islamo-fascistes d'aujourd'hui). Souvent les fraternités s'opposent ainsi à la fraternité, idéal universaliste, républicain

que le mouvement ouvrier a tenté de porter plus loin. Elles exigent la plupart du temps que leurs membres renoncent aussi à l'autre qu'ils sont (ce sont les fraternités sectaires).

La vraie fraternité est cette sorte "d'entre nous" où chaque être humain est unique et donc absolument différent des autres. Mais dans cette différence, il n'est pas indifférent à l'autre, il s'intéresse à l'autre. Pas pour le dominer ou l'écraser, mais pour vivre avec lui, à ses côtés.

**La fraternité (....)
implique de considérer
l'autre comme son égal,
de construire à partir
de son "je" et de celui
des autres un "nous"
impliquant la tolérance et
le respect mutuel
des différences.**

Une société fraternelle ne peut être autre chose qu'une société sans privilège. Elle s'oppose diamétralement à la liberté libérale en ce sens qu'elle implique que chacun se sente responsable de la liberté de l'autre. Le philosophe Henri Lefebvre l'évoque à sa façon : « *L'homme vraiment humain ne sera pas l'homme de quelques moments éblouissants, mais il fera du monde une joie qu'il se donne à lui-même dans une suite de jours et de siècles.* »

1. Bruno Mattéi, "Pauvres valeurs de la République", blog sur *Politis*, 21 janvier 2010.



Images de la semaine



Changer le climat – changer le système. Tous les «partenaires» et «mécènes» sur <http://www.cop21.gouv.fr/partenaires/entreprises-et-mecenes/>



● **Elles font front.** « Au Bangladesh, des ouvrières rescapées du Rana Plaza créent leur propre coopérative textile. Il y a eu les 1 135 morts et les milliers de blessés de l'effondrement du Rana Plaza, au Bangladesh. Puis les engagements des multinationales de l'habillement, leurs codes de conduite et leurs chartes éthiques. Enfin, des centaines d'inspections aboutissant à la fermeture de nombreux ateliers textiles aux conditions de travail indignes. Une quarantaine d'ouvrières et d'ouvriers, traumatisés par le drame, ont décidé de ne pas en rester là et de créer leur propre coopérative textile : Oporajeo, les invincibles, en bengali. Mais les clients européens en quête de fournisseurs alternatifs sont rares, et la coopérative peine à remplir son carnet de commandes. Reportage à Dacca. » La suite ici : <http://www.autogestion.asso.fr/?p=5609>



● **Journée mondiale contre le sida.** Il y a un an, avec 28 autres métropoles cosignataires d'une déclaration soutenue par l'ONUSIDA, la mairie de Paris s'engageait à œuvrer pour mettre fin à l'épidémie d'ici 2030 à Paris, en mettant en œuvre des moyens renforcés d'ici 2020. Act Up Paris a lancé un appel dans lequel sont rappelées les carences dans ce domaine et les mesures nécessaires. De son côté, la ministre de la Santé, après les attentats du 13 novembre en Île-de-France, n'a pas trouvé mieux comme mesure contre le sida qu'inviter les homosexuels à s'abstenir de donner leur sang. L'opprobre officielle pour faire avancer les choses ! Plus sur communistesunitaires.net, rubrique "Discriminations".

● **Sécurité ?** Fillette blessée à Nice jeudi 19 novembre lors d'une descente du RAID - à la mauvaise adresse -, couvre-feu du 20 au 23 novembre à Sens - dans un "quartier sensible" -, arrestation à Paris dimanche 22 novembre de plus de 50 manifestants - pacifiques - pour les migrants..., le sécuritaire n'est pas la sécurité et l'état d'urgence sent l'état d'exception.

Cerises
 publication de l'Association des communistes unitaires
 - Noyau -
 Gilles Alfonsi, Gilles Boitte, Michèle Kiintz, Roger Martelli, Philippe Stierlin, Catherine Tricot, Pierre Zarka.
cerises@plateformecitoyenne.net
Abonnement gratuit en ligne :
<http://plateformecitoyenne.net/cerises>
www.cerisesenligne.fr

